



DÉLÉGATION POUR LES RELATIONS AVEC LE MERCOSUR

Rapport du président de la délégation, M. Sérgio Sousa Pinto,

sur la

visite d'un groupe de travail au Brésil

du 24 au 28 novembre 2008

(Brasilia, Salvador)

INTRODUCTION

Un groupe de travail de la délégation pour les relations avec le Mercosur s'est rendu au Brésil du 24 au 28 novembre 2008.

Le groupe était dirigé par M. Sérgio SOUSA PINTO (PSE Portugal), président de la délégation. Il comprenait M. Gérard ONESTA, vice-président du Parlement européen (Verts/ALE France), M^{me} Malgorzata HANDZLIK (PPE-DE Pologne), M^{me} Amalia SARTORI (PPE-DE Italie), M. Wolfgang KREISSL-DÖRFLER (PSE Allemagne), M^{me} María Isabel SALINAS GARCÍA (PSE Espagne), M^{me} Nathalie GRIESBECK (ALDE France), M. Donato VERALDI (ALDE Italie), M. Leopold Józef RUTOWICZ (UEN Pologne) et M^{me} Ilda FIGUEIREDO (GUE/NGL Portugal).

Le groupe a rencontré les deux chambres du Congrès brésilien, le vice-ministre des affaires étrangères, le conseiller aux affaires étrangères du président de la République, la Banque centrale, des représentants du secteur de l'énergie renouvelable, des groupes environnementalistes, ainsi que de nombreuses organisations de la société civile, des universitaires et des éditorialistes.

En plus de la capitale fédérale Brasilia, le groupe s'est rendu à Salvador de Bahia, où il a rencontré les autorités locales et régionales et des ONG s'occupant de développement et de projets sociaux.

Le Parlement européen a eu dans le passé des relations limitées avec le Brésil, contrairement à celles qu'il entretenait avec d'autres pays importants du monde.

À l'exception d'une visite thématique du comité de l'agriculture début 2008, et malgré différents contacts lors d'occasions multilatérales («Dimension parlementaire de l'OMC», parrainée par le PE et l'UIP, Parlement du Mercosur, Assemblée Eurolat), la dernière visite d'une délégation du PE au Brésil remontait à 2005, et aucune délégation officielle du Congrès brésilien n'était venue au PE depuis plus de 10 ans.

Le but de cette visite était donc avant tout de donner une impulsion à des relations plus étroites avec cet important pays émergent et son Parlement.

Cette démarche est conforme à la confirmation du Brésil en tant que partenaire stratégique de l'UE et l'adoption d'un plan d'action commun mentionnant de façon spécifique des contacts au niveau parlementaire lors du 2^e sommet UE-Brésil du 22 décembre 2008.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Les relations avec l'UE sont excellentes en dépit de sources d'irritations comme la politique d'immigration (nous avons pu constater à quel point la «directive retour» était un sujet sensible pour nos homologues politiques), et le protectionnisme concernant l'agriculture et les agrocarburants. Il est à noter que le sujet brûlant des exportations de viande brésilienne, qui constituait l'une des préoccupations principales en mars dernier lors de la visite du Comité de l'agriculture de l'UE au Brésil, est désormais considéré comme réglé sur le principe, la mise en œuvre technique étant encore en cours.

En dépit du déclenchement de la crise financière et économique mondiale, nos interlocuteurs, à la fois dans les domaines politiques et économiques, étaient confiants en la capacité du Brésil à utiliser ses atouts pour faire face à la crise mondiale: un marché intérieur fort, qui a bénéficié de la politique de réduction de la pauvreté du gouvernement du président Luis Inácio da Silva «Lula» (6 % de croissance du PNB en 2007 et au premier semestre 2008), un portefeuille diversifié de marchés à l'export, rendant le pays moins dépendant de débouchés structurels que d'autres pays d'Amérique latine (en particulier le Mexique vis-à-vis des E.U.), et une situation politique stable.

La situation politique est en effet actuellement extrêmement stable. L'image du président «Lula» et le succès de sa politique de lutte contre la pauvreté (plus de 20 millions de gens ont été sortis de la pauvreté et sont entrés dans la classe moyenne au cours des six dernières années) constituent le ciment de la coalition hétérogène au pouvoir qui rassemble le PT, le PMDB et d'autres partenaires de moindre poids.

L'image du président ne se reporte cependant pas automatiquement sur son parti. Les élections locales et fédérales tenues quelques semaines avant notre visite ont montré de bien meilleurs résultats pour le PMDB que pour le PT lui-même, et le parti d'opposition PSDB est parvenu à rester au pouvoir dans la ville de São Paulo et à gagner le poste de gouverneur dans les grands États industriels de São Paulo et du Minas Gerais.

La succession du président Lula après son second et dernier mandat pourrait ainsi signifier le début d'une période de turbulences politiques.

En ce qui concerne la politique étrangère, l'aspect le plus frappant est le fait que l'horizon géopolitique majeur est clairement le continent sud américain. Nous l'avons constaté auprès de tous nos interlocuteurs brésiliens, aussi bien en politique que dans la société civile.

L'émergence de l'UNASUR en tant qu'entité politique du continent, avec son influence sur la crise bolivienne au sommet extraordinaire de Santiago en septembre 2008, a été citée en exemple.

Cette perception pose un problème de structure pour le PE, avec sa délégation Mercosur et son engagement dans Eurolat.

Le Mercosur est en effet considéré comme une référence limitée et provinciale, dans laquelle le poids excessif relatif du Brésil limite la possibilité de progrès significatifs, et qui souffre également d'un manque de volonté politique pour les aspects de libre-échange et d'union douanière du côté argentin. L'absence de progrès significatifs est perçue comme irritante, mais pas critique au point de justifier un engagement prioritaire pour surmonter les blocages de l'organisation. Cette attitude explique aussi pourquoi le nom de notre délégation pouvait porter à confusion pour nos homologues brésiliens, qui souhaitent que l'attention soit davantage portée sur chaque pays membre (et d'abord sur le leur) plutôt que sur l'organisation elle-même.

L'entrée du Venezuela dans l'organisation est perçue comme une évolution potentiellement constructive sur le principe, mais soulève également de fortes préoccupations sur le fait que l'attitude du président Hugo Chavez pourrait s'avérer perturbatrice pour l'organisation. Nous n'avons décelé aucun enthousiasme pour une ratification rapide au Congrès brésilien de l'entrée du Venezuela dans le Mercosur.

Par ailleurs, nos homologues brésiliens n'ont jamais spontanément mentionné l'Amérique latine. En réponse à nos questions, ce terme avait les connotations d'un concept culturel mais non politique. L'extension géographique n'a apporté aucune valeur ajoutée au niveau politique, étant donné le peu de poids des petits États d'Amérique centrale et des Caraïbes, et la dépendance structurelle commerciale du Mexique vis-à-vis des E.U., déjà mentionnée plus haut. Le Mexique n'est pas vraiment considéré comme un partenaire potentiel avec qui le Brésil pourrait mettre en commun intérêts et ressources, mais plutôt comme un concurrent, et un opposant en ce qui concerne l'objectif prioritaire sensible pour la diplomatie brésilienne de s'assurer un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

La promotion des agrocarburants représentait un autre point central du côté brésilien, et constituait également un sujet d'intérêt important pour notre délégation, que ceux-ci prennent la forme d'éthanol produit à partir du sucre de canne, ou de diesel à partir d'huile de palme (et éventuellement d'autres cultures), à la fois comme vecteur d'indépendance énergétique pour le pays et, au niveau de communautés rurales, comme source de revenus à l'export et comme moyen d'influence sur d'autres États du Sud qui pourraient s'intéresser aux technologies associées.

Les préoccupations concernant les diverses menaces sur l'environnement (Amazonie, zones de «cerrado» ou savane) ont été reconnues, mais dans la plupart des cas attribuées à d'autres causes que la production de carburant. Les environnementalistes ne partagent pas cette vision, qui semble cependant être répandue parmi toutes les tendances politiques.

COMPTE RENDU DES RÉUNIONS

Les contacts avec les deux chambres du Congrès brésilien se sont avérés excellents, avec des réunions avec leurs deux présidents et comités aux affaires étrangères, ainsi qu'avec le Comité

de l'environnement de la Chambre des députés et les membres brésiliens au Parlement de Mercosur, et nous pouvons nous attendre à atteindre l'objectif de contacts plus fréquents et plus étroits au cours de la prochaine législature, sur la base des contacts développés à l'occasion de cette visite.

Une étape préliminaire a cependant consisté à dissiper l'ambiguïté associée au nom même de notre «Délégation pour les relations avec le Mercosur», car nos interlocuteurs ont eu à de nombreuses reprises besoin de temps et d'explications pour réaliser que nous n'étions par un organe spécialisé dans le Mercosur, mais qu'il existait un organe officiel du PE responsable des relations bilatérales avec le Brésil, et que c'était bien notre délégation!

Les contacts avec le pouvoir exécutif étaient confirmés dans la planification de notre visite et comprenaient une rencontre avec le président Inácio da Silva, mais le programme a été perturbé par l'état de catastrophe naturelle causé par les fortes pluies dans le sud du pays, qui a désorganisé les emplois du temps du président et des ministres.

Réunions interparlementaires avec les comités pour les relations extérieures et la sécurité nationale du Sénat fédéral et de la Chambre des députés, avec le comité de l'environnement et du développement durable de la Chambre des députés et avec les représentants brésiliens au Parlement de Mercosur

Le président Sousa Pinto a exposé l'importance stratégique du Brésil pour l'UE, car il est une composante clé du monde multipolaire qui commence à apparaître. Il a loué l'engagement du Brésil pour l'ouverture des marchés, particulièrement en cette période de crise économique et de tentations protectionnistes. Il a regretté que l'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur n'ait pas suffisamment progressé, mentionnant que cet accord apporterait une impulsion au processus d'intégration régionale.

Le président du comité, le sénateur Heráclito Fortes (PI) a rappelé que le Brésil bénéficiait actuellement de sa plus longue période de démocratie depuis le début de la République, et a rappelé également l'importance des liens historiques unissant le Brésil et les pays européens. Il a déclaré qu'en dépit du sentiment d'injustice concernant la «**directive retour**» plus de 100 000 Brésiliens vivaient dans l'UE en tant que résidents à long terme. Il y a eu des problèmes pour certains Brésiliens dans un nombre de cas limités, mais le rythme de 60 vols hebdomadaires entre le Brésil et le Portugal montre que la circulation des personnes se porte bien.

En réponse à une question de M^{me} Griesbeck demandant si le président Lula essaierait de rester au pouvoir à la fin de son second mandat, ce dernier a répondu que la **révision de la Constitution** nécessaire pour cela n'était pas envisagée au Congrès, même si certains partisans du président la souhaitaient. Il a ajouté que le président Lula lui-même n'avait ni demandé un tel changement constitutionnel, ni indiqué qu'il souhaiterait demander une extension de son mandat.

À la question de M. Sousa Pinto, M. Veraldi et de M^{me} Handzlik concernant les **relations internationales** du Brésil, plusieurs sénateurs ont exprimé des points de vue convergents indiquant que celles-ci étaient essentiellement bilatérales avec les principaux acteurs du monde multipolaire. Malgré l'approbation de la classe politique, l'élection de Barack Obama ne suscite pas un enthousiasme absolu mais plutôt des craintes d'un renforcement du protectionnisme.

Dans une **perspective régionale**, l'ambition du Brésil est de stimuler au niveau du continent sud-américain la coopération politique régionale, plutôt que l'intégration institutionnelle formelle (le Brésil a des frontières communes avec tous les pays sud-américains, à l'exception du Chili et de l'Équateur). L'existence de régimes démocratiques sur tout le continent a donné une impulsion à des liens plus étroits, particulièrement avec des gouvernements sociaux-démocrates comme celui du Chili, mais aussi avec des pays plus libéraux, le Brésil de Lula étant également un partenaire crédible pour des pays comme la Bolivie et l'Équateur (en dépit des récents conflits autour des nationalisations de puits de pétrole).

Mais le **Mercosur**, limité au Cône sud et souffrant du déséquilibre entre le Brésil et ses autres membres, n'était pas au centre de l'attention. Il est considéré principalement comme un instrument d'intégration économique, et bien que le manque de progrès significatif dans l'union douanière ou dans les négociations de l'accord de libre-échange Mercosur-UE ait été mentionné comme une cause de déception, il ne représentait pas une grave préoccupation.

Le président du comité de l'**environnement** a félicité l'UE et le Parlement européen de leur présence au premier plan pour les politiques de lutte contre le changement climatique. Il a exprimé ses regrets personnels que le Brésil, comme la Chine, ait résisté aux initiatives post-Kyôto, et a demandé si l'UE viendrait à la Conférence de Poznan avec des propositions ambitieuses. Il a mentionné le concept de «biens environnementaux», suggérant que les «biocarburants» soient pris en compte comme tels dans les accords de l'OMC et considérés comme non taxables.

M. Onesta a rappelé que l'introduction de normes environnementales exigeantes était une politique constante de l'UE, avec une tendance régulière à l'élévation de ces normes. Cette attitude ne constitue par une mesure opportuniste de protectionnisme, mais une politique à long terme avec un coût pour l'UE qui peut être estimé à 2 % du PIB (en prenant en compte les politiques contre le changement climatique, mais sans les avantages économiques provenant de la baisse des dépenses de santé, et la compétitivité résultant d'un environnement et de produits «verts»). Il ne faut pas attendre de progrès sur des offres internationales à Poznan qui sera plutôt un cycle de discussion et d'observation, mais probablement plus tard à Copenhague.

Il a finalement mis en garde contre les conséquences négatives cachées des «agrocarburants» (en condamnant l'usage abusif de l'expression «biocarburants») sur l'utilisation des sols (en réaction en chaîne ou directement), l'autonomie des producteurs et les droits sociaux. Il s'est demandé pourquoi le Brésil investissait tant dans les «agrocarburants de la première génération» basés sur des récoltes spécialisées, plutôt que dans le développement de ceux de la deuxième génération basés sur la cellulose, qui utiliseraient avantageusement les résidus de biomasse et viendraient en complément plutôt qu'en substitut à la production alimentaire.

M. Samuel Pinheiro Guimaraes Neto, vice-ministre d'État des relations extérieures

Le vice-ministre a ouvert la réunion en faisant référence à l'importance des relations entre l'UE et le Brésil, non seulement sur le plan des liens historiques, mais surtout dans les investissements des sociétés européennes et la coopération financière, scientifique et technique. Il a insisté sur le fait que pour le développement de la coopération, il faudrait être prêt à investir davantage de fonds dans des actions et des programmes.

Il a critiqué la «directive retour», en insistant sur le fait que les immigrants brésiliens étaient de bons et de paisibles travailleurs. Les cas de comportements illégaux restent marginaux, et il n'existe pas de mafias parmi les communautés brésiliennes à l'étranger.

Sur la remarque du président Sousa Pinto concernant la possibilité de mettre à profit la très bonne période actuelle dans les relations entre l'UE et le Brésil afin de donner une impulsion aux résultats de l'accord de libre-échange UE-Mercosur, il a souligné l'interaction entre ces négociations et le cadre plus large du cycle de Doha, dans lequel le Brésil attendait des réponses satisfaisantes de la part de l'UE sur ses demandes prioritaires pour l'ouverture du commerce.

Il a exprimé son accord concernant le très fort risque de tentations protectionnistes en période de récession économique, et pas seulement dans le Mercosur. Pour lui, l'origine de la crise provient de la spéculation, et non de l'ignorance des acteurs principaux. Actuellement, l'économie brésilienne est ouverte, multilatérale (les E.U. ne représentant que 15 % des exportations). Les réserves en devises étrangères du Brésil atteignent 20 % de son PNB.

Le Brésil est indépendant au niveau énergétique: non seulement avec le pétrole et les cultures renouvelables, mais aussi avec un énorme potentiel hydroélectrique en plus des ressources actuellement utilisées (sur une question de M. Onesta, il a déclaré que les autres énergies renouvelables telles que l'énergie éolienne ou solaire n'étaient pas compétitives dans le contexte brésilien).

M. Marco Aurélio de Almeida Garcia, chef de l'unité diplomatique de la présidence

Pour M. Marco Aurélio Garcia, un monde multipolaire a besoin de blocs régionaux forts. Dans sa forme et ses limites actuelles, le Mercosur ne peut pas servir de cadre pour cela. L'UE surestime son importance.

L'**Unasur** soulève plus d'enthousiasme. L'Amérique latine a en effet beaucoup d'atouts: c'est une zone pacifique, démocratique, sans armes nucléaires. Les conflits frontaliers locaux se résolvent par le biais diplomatique. Elle a d'énormes réserves en énergie, en eau, et en territoire, ainsi qu'un socle culturel commun. Elle connaît également de graves problèmes comme les inégalités sociales, le manque d'infrastructures et de liquidités financières adéquates, mais ces problèmes peuvent, et doivent, être abordés dans le cadre régional plutôt que de façon bilatérale avec le reste du monde. Les objectifs devraient être une meilleure coordination et plus d'efficacité pour créer des cercles vertueux, et non le souci d'émerger en tant que puissance en compétition avec les E.U. et l'Europe. Lorsque l'organisation deviendra plus structurée et que plus de 9 pays auront ratifié sa création, elle pourra s'étendre à tous les pays d'Amérique latine (l'Amérique centrale se rapproche de plus en plus de l'Amérique du Sud, alors que le Mexique dépend des E.U. pour plus de 85 % de ses exportations).

Cependant, au-delà de la coopération politique, l'intégration ne peut réussir que sur une base économique. Presque 50 % des exportations du Brésil sont aujourd'hui dirigées vers l'Amérique du Sud, et plus de la moitié de ces exportations sont des produits à valeur ajoutée. L'Argentine n'est pas aussi bien préparée que le Brésil pour faire face à la crise économique, ce qui rend improbables de futurs progrès pour le Mercosur en 2009. C'est pourquoi il est nécessaire d'intégrer le Venezuela afin d'utiliser son impulsion pour un renforcement des ambitions politiques du Mercosur.

En ce qui concerne les **relations UE-Brésil**, il a fortement critiqué le protectionnisme de l'UE vis-à-vis des produits (discrimination des biocarburants par rapport aux carburants fossiles) et des hommes (la «directive retour» trahit la confusion existant entre les thèmes de sécurité et de migration, mais le Brésil a trouvé de bonnes solutions bilatérales avec l'Espagne et le Portugal),

mais il a loué l'UE pour son rôle de champion d'un ordre mondial multipolaire fondé sur le droit.



**DELEGATION FOR RELATIONS WITH MERCOSUR
WORKING PARTY TO BRAZIL
24-28 November 2008**

PROGRAMME

*All times local
Brasilia & Sao Paulo GMT -2 / Salvador de Bahia GMT -3
12:00 in Brussels = 9:00 in Brasilia & Sao Paulo and = 8:00 in Salvador de Bahia*

Saturday 22 November 2008

BRASILIA

15h30 **Updating of programme and documents with the EC Delegation in
Brazil (Secretariat)**
EC Delegation Brasilia

Saturday 22 November 2008

Sunday, 23 November 2008

BRASILIA

Individual arrival of the members of the European Parliament delegation

Transfer to the Brasilia Palace Hotel

SHT Norte, Trecho 01, Lote 01

Phone: (55 61) 3306.9100

Fax: (55 61) 3306.9090

Monday, 24 November 2008

BRASILIA

09h10 **Transfer from the Brasilia Palace Hotel to the EC Delegation**

09h40 **Briefing of the EP Delegation by Mr Joao PACHECO, Head of the
EC Delegation in Brazil**
EC Delegation

10h30 **Interview of MP Sergio Souza Pinto, Chairman of the EP Delegation
for Relations with Mercosur, with CORREIO BRAZILIENSE at the
premises of the EC Delegation**
Journalist Silvio Queiroz (Deputy Senior Editor – Foreign Affairs)

11h00 **Round table on renewable energy/ethanol-biofuels and sustainability
with representatives of civil society (environmentalists and
agribusiness organizations) at the premises of the EC Delegation**
Speakers: Mr Paulo Moutinho - Instituto de Pesquisa Ambiental da

*Amazônia (IPAM); Mr Sergio Guimaraes - Instituto Centro de Vida;
Mr Claudio Maretti - WWF Brasil; Mr Marcio Santilli - Instituto Socio-
Ambiental (ISA); MM Rodrigo Lima and Daniel Furlan do Amaral -
Instituto do Agronegócio Responsavel (ARES)*

- 13h20** **Working lunch with EU Member States Ambassadors to Brazil
hosted by the EP Delegation**
Churrascaria Fogo de Chão
- 16h00** **Meeting with HE Ambassador Samuel Pinheiro Guimaraes Neto,
Vice-Minister of State of External Relations**
*Ministry of External Relations –Office of the Secretary General
Palacio Itamaraty*
- 18h00** **Meeting with Mrs Maria Celina Berardinelli Arraes, Director for
International affairs of the Brazilian Central Bank**
Banco Central do Brasil
- 19h30** **Transfer to the Brasilia Palace Hotel – Dinner Free**

Tuesday, 25 November 2008

BRASILIA

- 09h30** **Transfer from the Brasilia Palace Hotel to the Federal Senate**
- 10h00** **Meeting with members of the Parliamentarian Committee for
External Relations and National Security of the Federal Senate**
*Comissão de Relações Exteriores e Defesa Nacional (CREDN)
Senado Federal - Ala Senador Alexandre Costa – Sala 5B*
- 13h00** **Working lunch hosted by HE Arlindo Chinaglia, Speaker of the
Chamber of Deputies**
Presidência da Câmara dos Deputados – Residência Oficial
- 15h00** **Meeting with members of the Brazilian Delegation to the Mercosur
Parliament**
*Parlamento Mercosur – Representação Brasileira
Câmara dos Deputados – Anexo II / Sala T28*
- 17h00** **Meeting with members of the Parliamentarian Committee for
External Relations and National Security of the Chamber of
Deputies**
*Chairman: Deputy Marcondes Gadelha (PSB-PB)
Comissão de Relações Exteriores e Defesa Nacional (CREDN)
Câmara dos Deputados – Anexo II / Pavimento Superior – Ala A/Sala
125*
- 18h00** **Ceremonial welcome of the EP Delegation at the Plenary sitting of
the Chamber of Deputies**

19h00 **Cocktail hosted by Mr João Pacheco, Head of the EC Delegation, at the EC Residence**

Wednesday, 26 November 2008

BRASILIA-SALVADOR

09h00 **Transfer from the Brasilia Palace Hotel to the EC Delegation**

09h30 **Round table on human rights/civil rights with representatives of civil society (human rights, women's rights, indigenous people, landless farmers organizations) at the premises of the EC Delegation**
Speakers: Mrs Azelene Kaigang – Instituto WARA (indigenous people); Mrs Natalia Cruz – Centro Feminista de Estudos e Assessoria (gender rights); Mr Luiz Antonio Pasquetti – Movimento dos Trabalhadores Sem Terra (landless workers rights); Mrs Elizette Fabbri – Comissão Católica de Justiça e Paz (indigenous people); Mr Luiz Fabbri – Grupo Tortura Nunca Mais (human rights)

11h00 **Meeting with HE Senator Garibaldi Alves Filho, President of the Federal Senate**
Senado Federal – Presidency Office
Edifício Sede – Térreo

12h30 **Working lunch with academics and columnists hosted by the EP Delegation**
Academics: Professors Eiti Sato – Institute of Political Science and International Relations – UNB/IREL (Dean), Alcides Costa Vaz - Institute of Political Science and International Relations – UNB/IREL (Senior Research Scholar), Paulo Roberto Almeida – Department of Government/International Relations – CEUB (Senior Fellow on International Relations) - Eliane Castanhede, columnist, Folha de São Paulo

Restaurante Bier Fass – Pontão do Lago Sul

15h30 **Meeting with Mr Marco Aurélio de Almeida Garcia, Special Adviser of HE Luiz Inacio Lula da Silva, President of the Federal Republic of Brazil, Head of the diplomatic Unit of the Presidency**
Palacio do Planalto – Presidential Office

17h30 **Transfer to the Brasilia airport**

19h30 **Departure from Brasília/Juscelino Kubsticheck International Airport to Salvador/Luis Eduardo Magalhães International Airport Flight JJ 3305 (TAM)**

Transfer to the Hotel Blue Tree Premium
Rua Monte Conselho, 505 – Rio Vermelho
Phone: (55 71) 2103.2233

Thursday, 27 November 2008

SALVADOR

- 09h00** **Attendance to the EC/KAF Seminar «Regional integration and local development: the impact of Mercosur at sub-national levels»**
Hotel Blue Tree Premium
Rua Monte Conselho, 505 – Rio Vermelho
- 11h30** **Meeting with HE Joao Henrique Carneiro, Mayor of Salvador**
Palácio Thomé de Souza – Mayor Office
Praça Municipal – Centro
- 13h00** **Working lunch with NGOs hosted by the EP Delegation**
Antonio Bunchaft - Director ONG PANGEA, Simona Isidori - Italian coordinator ONG OIKOS, Giuseppe Vozza - local coordinator ONG PANGEA, Vanda Reis, teaching coordinator ONG PANGEA

Restaurant Escola Cenac – Pelourinho
- 14h30** **Visit to the Waste Recycling Cooperative Project (CAEC) co-financed by EC funds**
Local coordinator: Antonio Bunchaft
Rua Mauritània, 04 - Bairro Pirajá
- 16h30** **Visit to Centro de Estudos Socioambientais (PANGEA) - social project focusing on social rehabilitation/anti-poverty fighting action in low income communities in Salvador metropolitan area**
Local coordinator: Antonio Bunchaft
Rua dos Radioamadores, s/n - Parque de Pituauçu
- 18h00** **Meeting with NGOs and other civil society organizations**
Local coordinator: Antonio Bunchaft
Rua dos Radioamadores, s/n - Parque de Pituauçu
- 19h30** **Transfer to the Hotel Blue Tree Premium – Dinner Free**

Friday, 28 November 2008

SALVADOR

- 10h15** **Transfer from the Blue Tree Premium Hotel to the Governor's Office**
- 11h00** **Meeting with HE Jacques Wagner, Governor of the State of Bahia**
Centro Administrativo da Bahia
Predio da Governadoria – Gubernatorial Office
- 14h30** **Secretariat wrap-up meetings with EC Delegation (Political counsellor; Development counsellor)**

Blue Tree Premium Hotel

Individual departure of the members of the European Parliament delegation to Europe



DELEGATION FOR RELATIONS WITH MERCOSUR

Working Party to Brazil

24 - 28 November 2008

Brasilia & Salvador

List of Participants

<u>MEMBERS</u>	<u>Political Groups Nationality</u>	<u>Committees/Delegations</u>
Mr Sérgio SOUSA PINTO <i>Chairperson</i>	PSE Portugal	Committee on Constitutional Affairs Delegation to the Euro-Latin American Parliamentary Assembly
Mr Gérard ONESTA <i>Vice-President of the EP</i>	Greens/EFA France	Committee on Budgets
Mrs Malgorzata HANDZLIK	EPP-ED Poland	Committee on the Internal Market and Consumer Protection Delegation to the Euro-Latin American Parliamentary Assembly
Mrs Amalia SARTORI	EPP-ED Italy	Committee on the Environment, Public Health and Food Safety Committee on Industry, Research and Energy Temporary Committee on Climate Change Delegation to the Euro-Latin American Parliamentary Assembly
Mr Wolfgang KREISSL-DÖRFLER	PSE Germany	Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs
Mrs María Isabel SALINAS GARCÍA	PSE Spain	Committee on Agriculture and Rural Development
Mrs Nathalie GRIESBECK	ALDE France	Committee on budgets Delegation to the Euro-Latin American Parliamentary Assembly
Mr Donato VERALDI	ALDE Italy	Committee on Agriculture and Rural Development
Mr Leopold Józef RUTOWICZ	UEN Poland	Committee on the Internal Market and Consumer Protection
Mrs Ilda FIGUEIREDO	GUE/NGL Portugal	Committee on Employment and Social Affairs Committee on Women's Rights and Gender Equality Delegation to the Euro-Latin American Parliamentary Assembly

EPP-ED Group of the European People's Party (Christian Democrats) and European Democrats
PSE Socialist Group in the European Parliament
ALDE Group of the Alliance of Liberals and Democrats for Europe
The Greens/EFA Group of the Greens/European Free Alliance
UEN Group of the Union for Europe of the Nations
GUE-NLG Group of the European United Left / Nordic Green Left

STAFF

<u>Secretariat</u>		
Mr Thierry JACOB	France	Administrator
Mrs Françoise VERGNES	France	Assistant
Ms Nekane AZPIRI LEJARDI	Spain	Assistant

<u>Interpreters</u>		
Mr Pascal PIGNOT	France	Interpreter FR, Team leader
Mrs Meei-Huey WANG	France	Interpreter FR
Mr Enrico VARESCO	Italy	Interpreter IT
Mrs Rosaria STOPPANI-PIGNOT	Italy	Interpreter IT
Mr Euclides LAZZAROTTO	Italy	Interpreter PT
Mrs Sofia CASTANHEIRA	Portugal	Interpreter PT
Mrs Dagmara WROBEL	Poland	Interpreter PL
Mrs Lucyna ZUBRZYCKA-PEREZ	Poland	Interpreter PL

<u>Political Groups</u>		
Mrs Miriam ORSAGOVA	EPP-ED Slovakia	Political Group Advisor
Mrs Maria Odilia HENRIQUES	PSE Portugal	Political Group Advisor